

## **Biographies des intervenants et intervenantes du colloque « L'OMS est-elle en santé? Bilan et perspectives »**

**Paula Almeida**, est professeure agrégée de droit international à Escola de Direito do Rio de Janeiro et directrice au Jean Monnet Center of Excellence at Fundação Getulio Vargas à Rio de Janeiro.

**Côme Bommier**, est hématologue et chercheur au sein de l'hôpital Saint-Louis (Paris, France), il enseigne avec l'Équipe Pédagogique en Éthique et Intégrité Scientifique (EPEDIS) au sein de l'Université de Paris, il est secrétaire de la Société Française et Francophone d'Éthique Médicale (SFFEM) et rédacteur de la revue *Ethics Medicine & Public Health*.

**Ryoa Chung**, est co-directrice du Centre de Recherche en Éthique et professeure titulaire au département de philosophie de l'Université de Montréal où elle enseigne également à la Faculté de médecine. Ses champs de recherche portent sur l'éthique des relations internationales et les inégalités de santé.

**Patricia Fabi**, œuvre dans le milieu humanitaire depuis 2019. Elle a notamment rejoint l'OMS à l'hiver 2020 en tant qu'agente de communication attitrée pour les enjeux touchant à la pandémie du coronavirus et travaille depuis avril 2021 avec l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), où elle occupe un poste d'analyste médiatique. Avant de rejoindre ces organisations, Patricia a effectué une maîtrise en Relations Internationales à l'Université de Leiden aux Pays-Bas et a complété son baccalauréat en Études Internationales à l'Université de Montréal.

**Gaëlle Foucault**, a obtenu un master en droit international à l'Université de Lyon III, elle est désormais candidate au doctorat de droit à l'Université de Montréal. Ses recherches visent à présenter une analyse critique du système institutionnel établi entre la Cour pénale internationale et les Nations Unies et à en proposer une révision. Depuis fin 2019, elle travaille sur un projet de recherche dirigé par Catherine Régis, Miriam Cohen, Jean Louis Denis et Pierre Larouche portant sur le leadership de l'Organisation mondiale de la santé. Ses intérêts de recherche couvrent le droit international public, les organisations internationales, le droit international pénal et les droits humains. Elle est rattachée au H-Pod, au CÉRIUM et au CICC.

**Louise Fréchette**, a occupé le poste de Vice- Secrétaire générale des Nations-Unies de 1998 à 2006. Avant de prendre ses fonctions à l'ONU, elle avait œuvré à la fonction publique du Canada notamment comme ambassadeur en Argentine et en Uruguay (1985-1988), ambassadeur et représentante permanente auprès des Nations Unies à New York(1992-1994), sous-ministre associée aux Finances (1995) et sous-ministre à la Défense nationale (1995-1998).

Depuis son départ des Nations-Unies, madame Fréchette a oeuvré au sein de plusieurs organismes publics et privés. Notamment, elle s'est jointe au Conseil d'administration de CARE Canada, un organisme caritatif, en 2008 et en a assumé la présidence de 2012 à 2015. Elle a par la suite présidé le Conseil de CARE International de 2016 à 2019. Elle a aussi été membre du Conseil d'administration d'Essilor International de 2013 à 2020 et présidé son comité de responsabilité sociale. Elle est membre de la Global Leadership Foundation et siège à son conseil d'administration.

Madame Fréchette a obtenu une licence en histoire de l'Université de Montréal et un diplôme en économie du Collège d'Europe à Bruges, en Belgique. Elle a reçu de nombreux doctorats honorifiques d'universités canadiennes et étrangères et est Officier de l'Ordre du Canada.

**Richard Massé**, a consacré la plus grande partie de sa carrière à la santé publique. De 1998 à 2003, il a été directeur national de santé publique du Québec et sous-ministre adjoint au ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec. De 2003 à 2008, il a été président-directeur général de l'Institut national de santé publique du Québec, puis premier directeur de l'École de santé publique de l'Université de Montréal de 2008 à 2011.

En tant que directeur de santé publique de Montréal, il a mis l'accent sur deux priorités : la réduction des inégalités sociales de santé et la prévention des maladies chroniques. Il a contribué à améliorer la santé de la population en dirigeant les travaux menant à la Loi sur la santé publique du Québec — l'une des premières au Canada — faisant du Québec un pionnier en matière de promotion de la santé. Il a également mené les travaux qui ont donné naissance au premier Programme national de santé publique du Québec, jetant les bases d'un Canada plus sain et plus équitable. Pour Dr Massé, la prévention, la promotion de la santé et la justice sociale sont d'une importance capitale.

**Michael Pearson**, as Branch Head of the Office of International Affairs for the Health Portfolio, is responsible for advancing the federal Health Portfolio's international priorities to support both domestic health interests and foreign policy objectives. The federal Health Portfolio includes Health Canada, the Public Health Agency of Canada, as well as the Canadian Institutes of Health Research, and the Canadian Food Inspection Agency.

In his current role, he is the Portfolio's chief negotiator on global health issues. He leads the Health Portfolio's bilateral engagement with foreign governments. He is responsible for health engagement at the G7, G20, Asia-Pacific Economic Cooperation (APEC), World Health Organization (WHO), Pan American Health Organization (PAHO) Executive Committee, the United Nations General Assembly (UNGA) and other multilateral fora.

Mr. Pearson has previously held senior executive level positions within the Government of Canada at Health, Privy Council Office (PCO), Department of Fisheries and Oceans (DFO) and Global Affairs Canada (GAC). He also was a senior political advisor to four Canadian Foreign Ministers.

Mr. Pearson holds an Honours B.A. from the University of Toronto and an MA from the Norman Paterson School of International Affairs at Carleton University, Ottawa.

**Catherine Régis** est professeure titulaire à la Faculté de droit de l'Université de Montréal, titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé, co-responsable du Hub santé – politique, organisations et droit (H-POD) et membre fondatrice du groupe de recherche JusticIA ([justice-ia.com](http://justice-ia.com)). Elle est également chercheuse au Centre de recherche en droit public, au Centre de recherche du Centre hospitalier universitaire de l'Université de Montréal (CRCHUM), à l'Observatoire international sur les impacts sociétaux de l'intelligence artificielle et du numérique (OBVIA), au Mila (Institut québécois d'intelligence artificielle) ainsi que Conseillère spéciale et Vice-rectrice associée à la planification stratégique et à l'Innovation numérique responsable. Avant de se joindre à l'Université de Montréal, elle a été professeure à la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke et a assumé de 2008 à 2012 la direction des programmes d'études supérieures en droit et politiques de la santé. Elle détient un baccalauréat en droit de l'Université de Montréal, une maîtrise en droit de la santé de l'Université de Sherbrooke, un certificat en éthique clinique de l'Université de Genève et un doctorat en droit (S.J.D) de l'Université de Toronto. La professeure Régis est membre du Barreau du Québec depuis 1999 et médiatrice accréditée.

Récipiendaire de plusieurs prix, bourses et subventions, notamment du programme des Chaires de recherche du Canada, des Instituts de recherche en santé du Canada, des Fonds de recherche du Québec, du Ministère des Relations internationales et de la Francophonie, du Conseil de recherches en sciences humaines, de l'OBVIA et du Fonds Georg Stellari, elle est régulièrement sollicitée par le réseau de la santé à titre de consultante et de formatrice. Elle collabore avec plusieurs équipes de recherche interdisciplinaires et internationales, notamment en intelligence artificielle, médecine, gestion, génie et psychologie. Elle est membre de divers comités du secteur de la santé et de l'innovation numérique, dont le Comité d'éthique de l'Agence de la santé publique du Canada (2020), le Groupe de travail sur l'IA digne de confiance de l'OCDE, le Comité sur la science des données en santé de l'Université de Montréal, le Groupe de travail en IA responsable du Global Partnership on Artificial Intelligence (GPAI) et le Groupe de travail sur l'innovation numérique et l'IA de l'alliance universitaire internationale U7+. Elle est régulièrement sollicitée comme professeure invitée dans différents pays, incluant en France et en Israël.

Ses travaux publiés dans de nombreuses revues nationales et internationales s'intéressent principalement à l'innovation numérique en santé et l'intelligence artificielle, la gouvernance collaborative dans les systèmes de santé, l'action normative de l'Organisation mondiale de la santé, le droit global de la santé, les modèles innovants de pratique médicale et la prévention et le règlement des différends en santé. Elle a participé à l'élaboration de la Déclaration de Montréal pour un développement responsable de l'IA, notamment comme membre du comité scientifique.

**Peter Singer**, is Special Advisor to the Director General, Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, and Assistant Director General of the World Health Organization. He supports the Director General to transform WHO into an Organization sharply focused on impact at the country level. Dr Singer co-chaired the transition team; was the architect of WHO's strategy and its "triple billion" target; and supports strategy implementation of WHO's program budget, results framework, delivery stock-takes, investment case, innovation framework, innovative finance initiatives, brand strategy, and multilateral partnerships through the SDG3 Global Action Plan. During the pandemic, he has been a passionate advocate for vaccine justice.

Before joining WHO, Dr. Peter Singer co-founded two innovative, results driven, social impact organizations. From 2008-2018 Singer was Chief Executive Officer of Grand Challenges Canada. During this period Grand Challenges Canada raised CAN \$450M to support 1000 innovations in more than 90 countries, which have the potential to save 450,000-1.6 million lives and improve 11-35 million lives by 2030. From 1996-2006 he was Sun Life Financial Chair and Director of the University of Toronto Joint Centre for Bioethics. He is also Adjunct Professor of Medicine at University of Toronto.

In 2007, Dr. Singer received the Michael Smith Prize as Canada's Health Researcher of the Year in Population Health and Health Services. In 2011, Singer was appointed Officer of the Order of Canada for his contributions to health research and bioethics, and for his dedication to improving the health of people in developing countries. He is a Fellow of the Royal Society of Canada, the Canadian Academy of Health Sciences (where he was Foreign Secretary), U.S. National Academy of Medicine, and The Academy of Sciences for the Developing World (TWAS).

As a researcher, Dr. Singer published over 300 articles, received over \$50 million in research grants, and mentored hundreds of students. He studied internal medicine at University of Toronto, medical ethics at University of Chicago, public health at Yale University, and management at Harvard Business School. He served his community as Board Chair of Branksome Hall, an internationally minded school for girls.

**Michèle Stanton-Jean**, est chercheure invitée au CRDP, Michèle Stanton-Jean a été représentante du Québec au sein de la Délégation permanente du Canada à l'UNESCO

(Paris) de juillet 2011 à mai 2014. Elle a été sous-ministre de la santé du Canada (1993-1998), conseillère spéciale du ministre des affaires étrangères du Canada en matière de santé et d'affaires sociale à Bruxelles au sein la Délégation permanente du Canada à l'Union européenne (1998-2000), présidente du Comité international de bioéthique de l'UNESCO (2002-2005) durant l'élaboration et l'adoption de la *Déclaration universelle du la bioéthique et les droits de l'Homme*. Madame Stanton-Jean vient a été nommée en janvier 2015 en tant que présidente du Comité conjoint sur la conduite responsable en recherche des Fonds de recherche du Québec.

Auteure de plusieurs livres et articles, Michèle Stanton-Jean est titulaire d'un doctorat en sciences humaines appliquées (Option bioéthique) d'une maîtrise en Histoire et d'une maîtrise en éducation des adultes et d'un doctorat honorifique de l'Université Concordia. Récipiendaire de plusieurs prix elle est Officière de l'Ordre national du Québec et Chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'Honneur de France. Ses publications incluent, entre autres : En collaboration : *l'Histoire des femmes au Québec*, éditions du Jour (1982 et édition révisée 1992); Henk A.M.J. ten Have et Michèle S. Jean (dir.), *The UNESCO Universal Declaration on Bioethics and Human Rights*, Paris, UNESCO, 2009; Pierre Trudel et Michèle Stanton-Jean (dir.), *La malréglementation, Une éthique de la recherché est-elle possible et à quelles conditions?*, PUM, 2010; « Les systèmes informatisés complexes en santé sous le regard de la bioéthique et des droits de l'Homme », in Christian Hervé, Michèle S. Jean et Éric Martinet (dirs). *Les systèmes informatisés complexes en santé*, Paris Dalloz, 2013; « Les défis internationaux de la recherche en bioéthique », dans Edwige Rude-Antoine et Marc Piévic, *Un état des lieux de la recherche et de l'enseignement en éthique*, Paris, L'Harmattan, 2014.

**Nathalie Voarino**, est postdoctorante au H-POD et récipiendaire d'un financement postdoctoral de l'OBVIA (Observatoire international sur les impacts sociétaux de l'IA et du numérique). Ces travaux de recherche portent sur la gouvernance éthique de l'intelligence artificielle (IA) dans un contexte de santé mondiale. Elle contribue également à la coordination et à l'analyse d'un projet de recherche visant à potentialiser la *leadership* normatif de l'Organisation mondiale de la Santé.

Elle a récemment obtenu un PhD en bioéthique. Son projet de thèse porte sur les risques et enjeux éthiques de l'innovation numérique en santé et les questions de responsabilité sociale associées. Elle a précédemment été la coordonnatrice scientifique de la Déclaration de Montréal pour un développement responsable de l'IA. Dans le cadre de ce projet, elle a participé au développement de la Déclaration, à l'animation et à l'analyse des discussions citoyennes ayant eu lieu dans le cadre d'un processus de coconstruction qui a réuni plus de 500 personnes.

Elle a développé, au travers de différents projets aux objectifs normatifs, une expertise en méthodes de recherche qualitatives et participatives ainsi qu'un intérêt marqué pour l'innovation responsable.